



**2011** ■■■

C'est déjà demain

**500 Fcfa**

“Le Journal qui fait bouger le Cameroun” ■ Numéro 84 - février 2008

Directeur de publication : Pauline BIYONG ■ Récépissé de déclaration N° 00309 du 05 août 1993

# LA PAIX, LA PAIX, LA PAIX... SAUVONS NOTRE PAYS

**Une lecture tribale ou partisane peut nous perdre.**

Ne nous voilons plus les faces par des motions de soutien hypocrites. La majorité silencieuse exprime son ras-le-bol. Privilégeons avec humilité, le dialogue.

**“Si un roi ne fait plus peur, il est déjà mort” . Machiavel**

# LE BAL DES CAÏMANS OU LA GUERRE DES RESEAUX AUTOUR DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

*Elle est déclenchée, la guerre tout autour du président de la République, pour sa succession.*

**B**ien que le président de la République eut pris la peine de déclarer, tout, son opposition au phénomène de dauphins, rien à faire : les couteaux, tout autour de lui, sont bel et bien déjà tirés. Leurs lames luisent désormais au soleil, en émettant des rayons meurtriers. L'enjeu est de taille, le trône suprême.

## PAUL BIYA LE MODELE

En fait, si cette lutte sourde s'est déclenchée et se mène actuellement, c'est bien parce qu'il existe, au Cameroun, un précédent, sur lequel se base chaque fonctionnaire devenu ministre. Quel est-il ? Un fonctionnaire, comme il en existe des milliers, aujourd'hui, au Cameroun, s'était retrouvé, à force de nominations, président de la République. C'est par la suite que celui-ci s'était présenté devant le peuple pour obtenir son adoubement. Paul Biya avait, en effet, atteint la présidence de la République, en partant du ministère de l'Education Nationale. Alors, pourquoi pas tous les autres fonctionnaires qui sont également partis de leurs différents ministères ? Paul Biya s'était retrouvé Secrétaire Général à la présidence de la République, directeur du Cabinet Civil, puis Premier ministre. Il existe plusieurs Camerounais qui présentent, actuellement, ce profil, soit en totalité, soit en partie.

## A CHACUN SES RESSOURCES

Mais, comme rien ne tombe du ciel sans qu'on l'ait décroché, alors chacun des prétendants au trône présidentiel fourbi ses armes, à sa manière, et selon ses possibilités et ses atouts. Il y a ceux qui jouent la carte de la longévité au gouvernement. Ceux-là estiment que le fait d'avoir séjourné en ces lieux pendant plus de dix ans, en fait des successeurs idéaux à la fonction présidentielle. Bien mieux, ils s'en servent pour se présenter comme des personnages à part, spéciaux, sur qui l'œil divin s'est, quoi que l'on puisse penser ou raconter, posé. Combien de Camerounais ont-ils été désignés au gouvernement et n'y sont demeurés que pendant deux années seulement ? Alors, lorsque l'on s'y trouve depuis plus de dix ans, cela veut bien dire que l'on n'est pas "n'importe qui", au Cameroun.

Il y a ceux qui jouent la carte des réseaux étrangers. Ils s'attèlent à entrer en relations avec les cercles du pouvoir en France, essentiellement, ou à défaut, en Amérique. Mais, dans cette seconde voie, les chances, estiment ceux qui jouent cette carte, sont des plus réduites, car Washington n'a, jusqu'à ce jour, désigné aucun ministre au Cameroun, à plus forte raison un chef d'Etat ? Alors, il existe, ainsi, au Cameroun, actuellement, des "chiraquiens" qui s'efforcent de devenir, rapidement, des "sarkozyens", Jacques Chirac désormais hors jeu. Edouard Balladur, tout comme Charles Pasqua, qui sont réputés de tout proches du nouveau président français, sont, de leur retraite, plus courtisés que jamais.

Il y a ceux qui jouent la carte des institutions financières

internationales. Cette carte est l'apanage des anciens ministres des finances. C'est à qui peut se prévaloir d'avoir le mieux servi ces hautes instances de la finance internationale. N'a-t-on pas vu, au début des années 90, les instances financières internationales imposer des Premiers ministres un peu partout en Afrique ? Casimir Oyé Mba ne l'est-il pas devenu au Gabon ? Sadou Hayatou au Cameroun ? Alassane Dramane Ouattara en Côte d'Ivoire, etc ? Alors, pour quelles raisons ces mêmes milieux de la haute finance internationale ne s'investiraient-ils pas pour désigner un président de la République au Cameroun ? Avant 1990, qui aurait pu penser, un seul instant, que la Banque Mondiale et le FMI pouvaient sortir de leur rôle financier pour interférer dans la politique ?

Il y a ceux qui jouent la carte des sociétés secrètes, des sectes et autres déviances de ce type. Au nombre de ces cercles fermés, se trouvent, tout naturellement, la Rose-Croix, très florissante au Cameroun, actuellement, la Franc-maçonnerie, très florissante à l'époque d'Ahmadou Ahidjo, et, naturellement l'homosexualité, sans oublier les sociétés secrètes locales, genre "Eboka", ce redoutable cercle de sorcellerie et de magie noire qui nous est venu du Gabon. Les uns et les autres ont adhéré à ces structures de manière essentiellement opportuniste. Avec la condamnation vigoureuse qui est faite, actuellement, de ces milieux, par Nicolas Sarkozy, bien d'adeptes camerounais de la Rose-croix et de la Franc-maçonnerie ne savent plus sur quel pieds danser.

Il y a ceux qui attisent le chaos pour en profiter et émerger.

## ET LE PEUPLE DANS TOUT ÇA ?

En fait, tous ces prétendants au pouvoir qui s'épient et s'étripent, en ce moment, par journaux, radios et télévisions interposés, ont pour dénominateur commun, la crainte du peuple. Très peu nombreux sont, parmi eux, les personnages qui seraient prêts à aller se présenter devant le peuple qu'ils proclament, tous, portant souverain, lorsqu'ils soutiennent la modification de la constitution. Ils sont tous à la recherche de raccourcis, de courtes échelles pour pouvoir s'installer à Etoudi, à la place de Paul Biya. La preuve en est que, aucun parmi eux, n'a osé se porter candidat à la base du parti, tout récemment, lors des opérations de renouvellement des organes de base du Rdp. Ils se savaient battus d'avance. C'est pourquoi ils préfèrent jouer les hiérarques du parti, les apparatchiks, les "personnalités ressources d'accompagnement" du Comité Central. De même, aucun n'a osé affronter la base lors des investitures du parti, tout récemment également. On se retrouve, ainsi, au Cameroun, dans la situation où, toutes les personnes qui entendent se servir de leur séjour dans la haute administration ou dans le gouvernement, pour accéder au pouvoir suprême, sont totalement incapables de se faire élire par la base du parti auquel elles appartiennent. Quel paradoxe ? Et à la fin, c'est le peuple qui trinque.

# EMEUTES DU CARBURANT ET DE LA VIE CHERE : LE REVEIL DES JEUNES AU CAMEROUN

*Alors que tous les regards, depuis des années, sont tournés vers les formations politiques de l'opposition comme menaces pour le régime, c'est plutôt du côté des jeunes que la secousse est arrivée.*

**S**ituation bien paradoxale que celle que connaît le Cameroun en ce moment. Alors que les partis politiques de l'opposition sont supposés constituer la principale menace pour le régime, c'est plutôt du côté des jeunes, et, d'une manière générale, de la société civile que la secousse actuelle est venue. Les leaders politiques les plus connus, ont été, comme tout le monde, pris de vitesse, par les jeunes. Ces derniers ont lancé leurs mots d'ordre, et la mayonnaise a rapidement pris, au point où, même la capitale du pays s'est retrouvée, l'espace d'une journée, paralysée. Chose qui semblait totalement impensable depuis l'échec des villes mortes.

## AU COMMENCEMENT ETAIENT LES SYNDICATS

En fait, il ne faudrait nullement s'étonner que les syndicats se retrouvent à la tête des luttes politiques au Cameroun. Il suffit de remonter dans l'histoire récente, pour comprendre que le syndicalisme au Cameroun, renoue avec ses origines. Dès 1944, tout avait commencé par lui. La première grève qu'a connue le Cameroun date du mois de septembre 1945. Celle-ci a été à l'origine de la création des premiers partis politiques camerounais, dans la mesure où elle a fourni tout le personnel politique qui les avait, par la suite, constitués. Ce n'est pas uniquement au Cameroun que les choses se sont déroulées ainsi. Toute l'Afrique noire, sous domination française, a connu ce schéma. Dans le cas particulier du Cameroun, il faudrait rappeler que Ruben Um Nyobé, le père de la réunification et de l'indépendance, était, avant tout, un syndicaliste. De même que Charles Assale, le premier Premier ministre du Cameroun indépendant, et bien d'autres hommes politiques de la première génération.

## L'EXTINCTION DES SYNDICATS

L'indépendance du Cameroun ayant été obtenue au détriment du mouvement nationaliste, la répression qui s'est abattue sur celui-ci, n'a pas épargné le syndicalisme camerounais. Le président Ahijio s'est empressé d'infonder les syndicats en vie, au début des années soixante, à son régime. En 1966, il avait, concomitamment à l'instauration de la dictature par la création du parti unique, aboli tous les syndicats de l'époque, et avait donné naissance à un seul, l'Union Nationale des Travailleurs Camerounais, UNTC, dont le président était membre, d'office et statutaire, du comité central de l'Union Nationale Camerounaise, UNC, son parti politique. Cette décision a sonné le glas du syndicalisme au Cameroun. En 1992, avec le retour de la démocratie, le syndicalisme s'est mis à renaître, timidement, sans une loi qui en régit

le fonctionnement, mais inexorablement, de ses cendres. Aujourd'hui, il est de nouveau, à l'évidence, au zénith, avec la réussite de la grève qui secoue, actuellement, le pays.

## ANALYSE OBJECTIVE OU AMALGAME ?

Mercredi 27 février 2008, au soir, le président de la République, lors de son discours à la nation, s'est bien gardé de pointer du doigt les syndicats camerounais, comme étant à la base de la crise qui secoue, en ce moment, le Cameroun. Il s'en est plutôt pris aux leaders politiques de l'opposition. Il a, en effet, déclaré : " Ce qui est en cause, c'est l'exploitation, pour ne pas dire l'instrumentalisation, qui a été faite de la grève des transporteurs, à des fins politiques. Pour certains, qui n'avaient d'ailleurs pas caché leurs intentions, l'objectif est d'obtenir par la violence ce qu'ils n'ont pu obtenir par la voie des urnes, c'est-à-dire par le fonctionnement normal de la démocratie. Ils n'ont donc pas hésité à jeter dans la rue des bandes de jeunes auxquels se sont mêlés des délinquants attirés par la possibilité de pillages. (...) Les jeunes ne se sont pas préoccupés du risque qu'ils leur faisaient courir en les exposant à des affrontements avec les forces de l'ordre..." Amalgame ? Les jeunes casseurs en action depuis le début de la grève, que nous condamnons comment ne pas le reconnaître, agissent de manière spontanée, et ne sont peut-être pas incités à le faire par personne. A l'évidence, ils sont plutôt mus par leurs conditions de vie difficiles, et si l'on peut considérer qu'ils appartiennent à un parti politique, c'est peut-être à celui du "désespoir, de l'incertitude pour l'avenir, de la vie chère, de la rage au cœur, de la famine, du chômage, de l'impuissance face à la richesse insolente et ostentatoire des barons du régime".

## LE RETOUR DE LA SOCIETE CIVILE

En fait, le grand enseignement qu'il nous semble important de tirer des événements en cours au Cameroun, est celui du retour, en force, de la société civile dans le débat économique et politique national. La contestation est menée, de nouveau, non pas par les partis politiques, mais, bel et bien par "les jeunes, la presse, les gens de la rue, Monsieur et Madame tout le monde, pire qu'en 1991, mais, en plus, les syndicats". Ceci constitue une donnée essentielle qu'il faudra, désormais, intégrer dans l'analyse politique dans notre pays. La majorité silencieuse exprime son ras-le-bol. C'est l'échec d'une politique. Privilégeons avec humilité, le dialogue direct et franc. **Gouverner c'est prévoir.**



# LES EMISSAIRES DU REFUS NATIONAL OU LE DEPLOIEMENT DU RDPC SUR LE TERRAIN

**Ils sont venus de partout, au Cameroun, pour recevoir les enseignements du Comité Central du Rdpc, histoire de placer dans la bouche des séminaristes, les mots à prononcer face à l'hostilité attendue de la population à laquelle ils auront à faire face. Ce fut l'objet de la réunion du Palais des Congrès l'autre jour...**

**S**i tu couves, c'est parce que ça pousse " : telle est, à n'en pas douter, la maxime à énoncer aux dirigeants du Rdpc en cette veille de déploiement sur le terrain d'un grand nombre d'émissaires, avec pour mission de faire avaler la pilule de la modification constitutionnelle à la population. Il faut dire que les choses, côté pouvoir, ne se déroulent pas du tout telles que prévues par les théoriciens du régime. Pour ces excellences tapies au Palais, cette ultime manipulation de notre constitution, devait se dérouler dans l'allégresse générale, le Rdpc venant de remporter une "majorité " confortable de députés à l'Assemblée Nationale. Après un premier flop en milieu d'année 2007 ayant entraîné le limogeage du Secrétaire Général du Comité Central du parti et la nomination de nouvelles figures dans ce Comité Central, le président de la République est revenu, lui-même, au front, dans son discours de fin d'année. On se souvient qu'il avait clairement fait allusion à cette opération d'aménagement, à son bénéfice, de la loi fondamentale du Cameroun. Puis, il s'en est suivi un tollé général, de la part de la population.

## PAUL BIYA EMBARRASSE TOUT LE MONDE

Par cette sortie médiatique, le président de la République, le moins que l'on puisse dire, a embarrassé tout le monde, à commencer par ses derniers lieutenants, véritables "Derniers des Mohicans", qui s'égoïssaient, depuis son retour de France, à convaincre les Camerounais qu'il avait d'autres préoccupations en tête. Ils emboîtaient le pas à sa prise de position, plutôt hardie, lors de son interview à la chaîne de télévision française France 24. Et ces fidèles de l'ultime heure, véritables disciples irréductibles du bivaïsme, s'étaient déployés, à corps perdus, sur les ondes des radios privées de la capitale, sans oublier les journaux de la place, pour prêcher leur catéchisme : " non Paul Biya a d'autres chats à fouetter ". Eh bien, depuis le 31 décembre 2007 au soir, il en existe, parmi ces thuriféraires, qui ont, carrément, avalé leur langue, tellement ils s'étaient distingués dans cette exégèse de la pensée présidentielle, et se sont retrouvés en porte-à-faux, aux yeux de l'opinion publique.

## MECONNAISSANCE DU CAMEROUN PROFOND

Surprises, les plus hautes personnalités du régime l'auront véritablement été. Elles n'en croyaient pas leurs yeux, encore moins leurs oreilles, en apprenant le rejet du projet présidentiel par la population. Naturellement, elles avaient prévu que John Fru Ndi, histoire de continuer à jouer les opposants farouches au régime, allait se lancer dans quelque agitation. En revanche, il n'avait nullement été envisagé, par elles, que les gens plus "ordinaires", émettent les plus grandes réserves devant ce projet. Pour tout dire, les excellences d'Etoudi sont tombées de haut. Pour l'heure, elles redoutent, à présent, une mobilisation semblable à

celle qui s'était produite, en 1991, lors du débat sur la tenue, ou non, d'une "Conférence Nationale Souveraine ", et qui s'était traduite par les fameuses opérations mémorables des " villes mortes ". Les événements de ces derniers jours sont un sanglant avertissement. Ceci dénote une chose, les pontes au sommet du pouvoir, au Cameroun, ont décroché, depuis bien longtemps, de la réalité du pays qu'ils dirigent. Ils ne sont plus en phase, du tout, avec le pays réel. Ils ont bâti leur Cameroun à eux, un Cameroun totalement imaginaire, à travers leur bien-être qu'ils désirent perpétuer, et n'imaginent pas que le population pense différemment. Non, les Camerounais ne veulent pas de la modification de la constitution, car pour eux, le président de la République ne cherche qu'une seule et unique chose, s'éterniser au pouvoir.

## MELEZ-VOUS DE VOS AFFAIRES

Manque de chance pour le régime, même l'étranger ne partage pas son avis. On se souvient de la sortie médiatique de l'ambassadeur des Etats Unis d'Amérique : "La position des États-Unis est claire. Comme je l'ai dit, nous reconnaissons le droit de chaque pays de réviser sa Constitution, mais selon notre expérience, la limitation du nombre de mandats et le changement périodique de dirigeant - au moins chaque décade - sont salutaires pour la démocratie. Nous condamnons régulièrement la modification de la limitation du nombre de mandats présidentiels dans d'autres pays, tel le cas de Nigeria, et déconseillons tout effort visant à réviser la Constitution lorsqu'une telle démarche pourrait être perçue comme étant destinée à servir les intérêts d'un individu ou d'un groupe". Réaction du régime : "ingérence dans les affaires intérieures du Cameroun ". Quoi qu'il en soit, cette prise de position, suivie de la réaction énergique du gouvernement camerounais, n'est pas du tout de nature à rassérer ce dernier. Face à cette situation, que faire, désormais? Lancer la campagne d'explication, ou l'annuler? Maintenir la décision de procéder à une modification de la constitution, ou y renoncer? Pas simple du tout, d'autant plus que les Américains ont, au fil des ans, développé la fâcheuse manie de lier leurs sous à leurs prises de position. En d'autres termes, dès lors qu'ils s'opposent à la réforme constitutionnelle en préparation, il y a tout lieu de redouter qu'ils n'annulent quelques financements en cours. Déjà, ils annoncent l'annulation d'une vingtaine de milliards dans le cadre du Millénum Challenge Account. Les thuriféraires du régime se faisaient les gorges chaudes, tout récemment, en annonçant, triomphalement, que le président américain, dans sa tournée africaine, ne pouvait pas manquer de faire escale au Cameroun. Niet! Bénin, Tanzanie, Rwanda, Ghana, Libéria, zéro Cameroun. Et pourtant, aucun des dirigeants de ces pays, à l'instar du Cameroun, n'avait eu son chef de l'Etat aux côtés de Georges Bush la veille du déclenchement de la guerre de l'Irak. Quelle ingratitude. Affaire à suivre...

# VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE : EN REPONSE A ADAMA MODI

***Plus nous approchons de la date d'ouverture de la session parlementaire du mois de mars, plus se font de plus en plus précises les " fuites " sur les intentions réelles du régime, au sujet de la modification de la Constitution.***

Le régime du Renouveau, il ne faut pas en douter, ne reculera pas dans son projet d'éterniser le président de la République au pouvoir. Les manifestations d'hostilité au projet qu'organisent actuellement plusieurs leaders politiques, tout comme les interminables débats, sur le sujet, organisés par les radios privées, n'y pourront rien. La décision du président est prise, elle est irrévocable : la Constitution sera modifiée. Point.

Toutefois, à l'observation, on découvre que face à l'hostilité à laquelle il est confronté, il semble avoir choisi de jeter du lest, de mettre un peu d'eau dans son vin. C'est ainsi qu'il fait savoir à la population, par la voix de ses propagandistes, que son projet ne porte pas uniquement sur le fameux article 6, alinéa 2, limitant le nombre de mandats présidentiel, mais bel et bien sur une sorte de " toilettage " général de la Constitution de 1996 en vigueur. Les Camerounais apprennent ainsi par exemple que les délais de préparation du scrutin présidentiel seront prolongés, passant de 40 jours actuellement à 90 jours, que le mode de scrutin, lui-même, sera modifié, pour devenir un scrutin à deux tours, etc. information encore plus spectaculaire, il semblerait que le président de la République aurait opté pour un retour au poste de vice - président de la République, comme à l'époque où le Cameroun était une République fédérale, c'est-à-dire de 1961 à 1972.

## NOUVELLE CONCENTRATION DU POUVOIR

Étant donné la persistance du pouvoir, on est amené à penser véritablement que, les pressions qui s'étaient exercées sur le président de la République en 1991, afin qu'il instaure, de nouveau, le poste de premier ministre ayant pris fin, les époques ayant changé, il revient purement et simplement, à la case départ, à sa conception réelle du pouvoir, à son régime politique préféré, le régime présidentiel.

On se souvient en effet que, moins d'un an après sa nomination aux fonctions de président de la République par Ahmadou Ahidjo, il avait procédé à la suppression du poste de premier ministre, et s'était retrouvé le seul maître de l'exécutif. Il avait fallu alors la pression conjointe des bailleurs de fonds et du gouvernement français, pour qu'il revienne sur sa décision. A travers le débat du jour sur la révision constitutionnelle, il dévoile clairement son besoin inassouvi de détenir la totalité du pouvoir entre ses mains, car,

on n'imagine pas le maintien du poste du Premier ministre, concomitamment avec celui de vice-président de la République. Mais il y a mieux dans ce projet présidentiel.

## LA RECONDUCTION DU PACTE NORD-SUD

Le président de la République étant confronté à une véritable fronde nationale, il entreprendrait visiblement de diviser le camp adverse, de casser l'unité de celui-ci. En effet, la désignation d'un colistier, à la faveur de l'instauration du poste de vice-président de la République, lui donnerait l'occasion de rallier, en quelque sorte, les populations de la région, ou de la partie du Cameroun d'où serait issu ce dernier.

Et dans le cas d'espèce, il y a tout lieu de penser qu'il choisira un colistier dans la partie septentrionale du pays, celle-ci manifestant la fronde qui, depuis le putsch manqué du 6 avril 1984, lui fait le plus peur. On se retrouve de ce fait, dans la situation où il dispose d'une précieuse carte entre les mains face, notamment, à la tentative de déstabilisation de l'assemblée nationale par le député Adama Modi. Non pas qu'il abattrait cette carte pour promouvoir son action, mais plutôt pour lui mettre les bâtons dans les roues et, désamorcer dans le même temps, la bombe que cet élu avait brandie, celle de la contestation de son pouvoir par de nombreuses " élites " de la partie septentrionale du pays.

Un natif de cette région désigné colistier, se serait un moyen idéal pour le président de la République, de lancer un message sans équivoque à ce qui est communément appelé " Grand Nord ". Teneur du message : "voyez vous-mêmes, vous êtes déjà à un pas du pouvoir, alors un peu de patience, et surtout, rangez vos couteaux".

**Si tu touches à ma constitution...  
Touch' pas à l'article 6.2**

Le Collectif des Citoyens Patriotes (CCP) soutient le président

Paul Biya dans la réalisation de ses priorités :

La lutte contre la corruption, contre le Sida, contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Rejoignez-nous :

e-mai: touch\_pas6.2@yahoo.fr - Tél : 22 02 40 99

# LE SCRUTIN A DEUX TOURS ET LA REFORME CONSTITUTIONNELLE

*Parmi les innovations que devra apporter la réforme constitutionnelle en préparation, figure, en bonne place, la question du scrutin à deux tours.*

Le scrutin à deux tours est enfin là ! : c'est ainsi que devraient s'exprimer tous les Camerounais épris de démocratie. Ironie du sort, ou paradoxe, peu importe, c'est le régime du Renouveau après l'avoir combattu avec acharnement, en 1991-1992, qui se propose, actuellement, de le ramener. A l'époque, on s'en souvient, l'argumentation était que, celui-ci n'était nullement une caractéristique de la démocratie. Les Etats Unis d'Amérique étaient aussitôt cités comme preuve que ce scrutin est fondamentalement démocratique, car qui aurait pu oser affirmer, sous peine d'être immédiatement démenti, que les Etats Unis d'Amérique étaient un modèle de démocratie en cette fin de 20ème siècle ? La France, oui, et alors, elle aussi est une démocratie. Mais, bon Dieu, pourquoi faudrait-il que celle-ci ne soit que l'unique modèle à copier ?

## UN TOUR : UNE NECESSITE A L'EPOQUE

D'autres arguments étaient également présentés pour combattre cette idée d'un scrutin présidentiel à deux tours. Les téléspectateurs camerounais ont encore en mémoire la sortie médiatique fracassante d'Albert Ndzongang, à l'époque bouillant député du Rdpcc. C'était à l'occasion de l'émission "Actualité Hebdo", dont il était l'invité d'honneur. Il avait notamment déclaré : "organiser des élections présidentielles à deux tours, au Cameroun, c'est ouvrir la porte à la corruption. Car, au premier tour, il y aura un grand nombre de candidats qui seront là, tout juste pour récolter un nombre quelconque de voix à monnayer pour les deux autres candidats retenus pour le second tour...". Naturellement, Albert

Ndzongang s'était chaleureusement fait applaudir par les instances dirigeantes du parti, comme, probablement, par l'ensemble des militants du parti. En effet, dans les jours qui avaient suivi, sa côte avait été au zénith. Il n'y en avait plus que pour lui. Les journaux, les émissions radio, les commentaires dans la rue. Albert, l'intellectuel du parti, Albert, l'idéologue du parti. Il gonflait, un peu partout, comme le tapioca. Il avait été tellement "brillant", dans sa démonstration, qu'il avait éclipsé un autre "intellectuel" du parti : "zéro mort", alias "un bon joueur" ne manque pas d'équipe..."

Mais, au-delà de toutes ces crâneries, le contexte politique du moment, ne permettait pas que le Rdpcc prenne le risque d'accepter un scrutin à deux tours. La raison ? Au premier tour, il ne faisait pas de doute que le candidat du Rdpcc allait arriver en tête. Mais, au second ? Tous les autres candidats allaient se coaliser pour le battre. La preuve en est que, le candidat du Rdpcc n'avait été élu qu'au score de 35% de voix, à peine, autrement dit, il avait, contre lui, au minimum, 60% de voix. Donc les Ndzongang et compagnie crânaient en fait en masquant la peur qu'ils avaient au ventre, celle d'une défaite électorale annoncée. Mais, depuis lors, les choses ont radicalement changé.

## DEUX TOURS UNE CONCESSION SANS GRAND DANGER

Tout d'abord, l'ami Albert a enjambé, allègrement, la barrière du Rdpcc, pour aller rejoindre "les casseurs" d'hier, il avait cru que le régime de Paul Biya était déjà "fini comme une pile plate". Il s'était, malheureusement, bel et bien trompé. Non seulement le régime

de Paul Biya n'était pas une pile, encore moins plate, mais en plus, il avait remporté le scrutin de 1992, puis celui de 1997. "Erreur fo mboutoukou, na damé fo ndoss...". Même l'ami Garga Haman Adjii avait cru que "les carottes étaient cuites" pour Paul Biya. Lui aussi avait enjambé, sans état d'âme, la maudite clôture du Rdpcc, pour rejoindre le camp des poings levés, du "suffer don finish", autrement appelé aussi "Sangmelima don fall... ", c'est-à-dire, John Fru Ndi et sa bande de "sauveteurs" qui saccageaient tout à Douala.

Ensuite, la question de la modification de la constitution a surgi dans le débat politique national. Il a surgi, a rebroussé poil. Il a suscité une levée de bouclier à laquelle pas grand monde, au sommet du Rdpcc ne s'attendait. Déclarations fracassantes par-ci, propos incendiaires par-là, bref la gadoue. C'est bien connu en politique, lorsque les choses vont mal, il faut jeter du lest. Alors, pourquoi pas un scrutin à deux tours, et répondre ainsi à une revendication fondamentale de l'opposition il y a ... 16 ans ! Vaut mieux tard que jamais.

## PAUL BIYA COMME ABDOULAYE WADE

Au vu de la razzia qu'a réalisée le Rdpcc lors du dernier scrutin législatif, les dirigeants du parti, au sommet, sont légitimement portés à croire qu'il en sera de même lors de la prochaine présidentielle. Et ceux-ci de se voir déjà vainqueurs, au premier tour, ainsi qu'a pu le réaliser, il y a quelque temps, Abdoulaye Wade au Sénégal. Ici prend fin la petite histoire imagée du second tour. Nous espérons qu'elle vous a plu...



## PROBLEMES CAMEROUNAIS DE L'HEURE

## RENE SADI MET LE RDPC EN ORDRE DE BATAILLE

*A la lumière de l'actualité nationale marquée par la reprise imminente de " l'opération Epervier ", les interrogations sur un hypothétique réaménagement du Gouvernement, les incertitudes qui planent sur les dernières privatisations de sociétés publiques, le débat sur les points à considérer en vue de la révision de la Constitution, l'occasion nous est donnée de nous appesantir sur la touche singulière qu'apporte le plus ancien collaborateur du Chef de l'Etat depuis sa prise de fonction au Palais d'Etoudi en Novembre 1982, en l'occurrence, René Emmanuel SADI. Pour suggérer que la classe politique camerounaise s'inspire de son mode de fonctionnement fait de sobriété, d'humilité, de discrétion et de efficacité.*

**D**ans son mémorable discours d'ouverture du séminaire, René SADI a surpris plus d'un.

On le croyait amorphe et incolore. Personne ne pariait un sou sur sa capacité à rebondir, à dénoncer, à vilipender, à critiquer, il faut le reconnaître, le Secrétaire-général du Comité Central du RDPC est apparu vif, offensif et tranchant.

Non seulement il a réaffirmé son dévouement au Président national du RDPC, à travers un vibrant et respectueux hommage qui s'est traduit par une émoive " standing ovation", le gentlement de Yoko, comme le désignent affectueusement certains proches clairement indiqué que pour que la société camerounaise guérisse des divers maux qui l'accablent, seule la volonté du Chef de l'Etat est insuffisante. Les relais qui sont à sa disposition doivent pleinement jouer leur rôle. La tâche de refondation du RDPC est urgente. Elle doit mobiliser toutes les énergies. Sans exclusive. Il ne saurait donc pas avoir de militants et militantes à part. Chacun a son rôle à jouer. Il est révolu le temps où l'on se réclamait de BIYA alors qu'on est responsable des pratiques et manoeuvres de bas-étage. Trafic d'influence de tous genres, 30% avant paiement des factures au Trésor public, dénonciations calomnieuses, délations, ponce-pilatisme...

De plus, entre les deux conservateurs et les progressistes du Parti qui se disputent le contrôle exclusif du pouvoir interne, René SADI s'est posé comme un réconciliateur des tendances. Certes, les conservateurs ne veulent pas quitter les affaires. Les progressistes sont trop pressés pour arriver. Depuis que le Gentlemen de Yoko est le chef d'orchestre du Parti de Paul BIYA, jeunes loups aux dents longues et vieux briscards se livrent une guerre fœturée. Alors qu'il a jusqu'ici observé les deux camps sans jamais se prononcer pour l'un ou l'autre, à la faveur du séminaire du 7 février, on a clairement senti qu'il convie les uns et les autres à une sorte de " cohabitation " pacifique. De quoi accuse-t-on l'aile progressiste

du RDPC aujourd'hui? Ses adeptes passent pour être des prétentieux qui veulent occuper trop tôt de hauts postes et gagner dès le départ ce que leurs aînés ont mis plusieurs années à se procurer. Les progressistes sont inexérimentés et décevants parceque certains, à qui l'on a dû confier d'importants responsabilités ont failli. Ils se sont plus occupés d'eux-mêmes au détriment de l'intérêt collectif. Bien plus, ils renient leurs engagements idéologiques avec une aisance déconcertante. Qu'on en juge : Plusieurs progressistes, frais émoulus des universités et grands écoles, après avoir animé des mouvements révolutionnaires étudiants, renoncent et rejettent tout idéal. Ils se mettent à imiter servilement ceux qu'ils condamnaient énergiquement hier. Châteaux de rêves, limousines, vacances aux plages BCBG en Europe et Amérique du Sud.

Plusieurs cas peuvent être cités où l'on voit des jeunes se comporter comme de véritables loups. Se torpillant, se dénonçant. Utilisant tous les procédés y compris les plus immoraux pour accéder aux postes de responsabilités les plus en vue.

Ne sont-ils pas nombreux ces progressistes qui reviennent de l'étranger sans la formation requise, avec des faux diplômes mais qui comptent sur les relations personnelles, les intrigues, les considérations tribales pour se faire une place au soleil ?

Ainsi présentée, la charge est grave. Elle se vérifie dans plusieurs cas. Mais certainement pas à tous.

La prétention et l'ambition ne sont pas des caractéristiques exclusives des progressistes. Elles sont des tendances de l'homme tout court. Les conservateurs qui accusent les progressistes d'inexpérience et d'incapacité peuvent-ils eux-mêmes affirmer que leurs coups d'essai dans la vie active ont toujours été des coups de maître ? Où et chez qui les jeunes ont appris à se laisser aller à la paresse, à pratiquer les pots de vin, les croque-en-jambes ? Chez qui ont-ils appris à être jaloux du poste et du succès d'autrui ? Chez qui, ont-ils

pu constater que la droiture, l'honnêteté, la conscience professionnelle ne payent pas en retour, du moins à court terme ?

Il faut le dire pour le regretter amèrement : certains conservateurs ne sont pas des exemples à suivre.

A l'évidence, les accusations ne manquent pas pour porter l'estocade aussi bien aux conservateurs qu'aux progressistes. Conscient que le RDPC ne peut survivre dans une sorte de guerre de courants, René SADI semble opter pour une solidarité agissante entre conservateurs et progressistes. Ce d'autant plus que la bataille à livrer contre les adversaires pour le triomphe des idéaux prônés par Paul BIYA est d'une envergure telle que sans une union sacrée interne, le RDPC risque de se présenter déshérité en morceaux.

Diplomate émérite, René SADI aura besoin davantage de son entregent et de ses qualités humaines éprouvées pour transformer le RDPC en véritable laboratoire politique qui fournirait au Gouvernement des idées et stratégies novatrices pour anticiper et venir à bout des questions telles que le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur, la difficile reconversion des défilés issus des entreprises liquidées ou privatisées, la laborieuse reconversion des retraités du secteur public, les désordres du transport urbain et interurbain, l'inflation sans cesse galopant du prix des produits de première nécessité, la baisse drastique du prix à l'achat des produits de base (cacao, café, coton, etc.), l'indemnisation à géométrie variable des expropriés pour cause d'utilité publique, la recrudescence du grand banditisme et la criminalité, la montée en puissance des revendications identitaires, l'exploitation sauvage des ressources forestières et halieutiques, la désacralisation des valeurs traditionnelles, civiques et républicaines, les carences du système judiciaire. La nation entière a pris acte de ses bonnes intentions. Mieux que quiconque, il sait que le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions...

Arsène DIKUNDE

# MODIFICATION DE LA CONSTITUTION : OMBRES ET LUMIERES

**D**epuis que le président de la République, à l'occasion de son discours de fin d'année le 31 décembre 2007, au cours duquel il annonçait aux Camerounais que, conformément à leur vœu, il allait procéder à une révision de la constitution, que n'entend-t-on pas ? Le moins que l'on puisse dire est que ceux-ci ne l'ont pas du tout compris. Sinon, il ne serait pas l'objet de si nombreux procès d'intentions qui ont cours actuellement, de la part de la presse privée et d'une partie de l'opinion publique. Et pourtant, le premier Camerounais ne désire véritablement qu'une chose : conduire, le plus convenablement possible, le Cameroun à bon port.

Étant donné le profond malentendu qui est en train de s'installer entre son peuple et lui, il importe, non pas de repréciser sa pensée - sur ce point les Camerounais savent parfaitement ce qu'il a dit - mes plutôt, de clarifier certains points obscurs pour la population.

## LA REFORME CONSTITUTIONNELLE CONCERNE DIVERS ARTICLES DE LA CONSTITUTION

On peut comprendre le fait que les Camerounais ne se focalisent que sur un seul article de cette constitution, celui portant sur la limitation du nombre de mandats présidentiels. Ils désirent l'alternance au sommet de l'Etat. Leur revendication est fondée, pour la simple raison que le Cameroun est une démocratie. Le président de la République, pour leur gouverne, désire celle-ci également. Il n'y est aucunement opposé. En aucun jour ni dans aucun discours, il ne s'y est opposé. Il a simplement précisé qu'il n'était pas favorable à la pratique des dauphins présidentiels, car, selon ses propres termes, cela reviendrait à transférer la République en une monarchie, régime politique dans lequel le pouvoir se transmet de père en fils. En conséquence, se focaliser, uniquement, sur les dispositions de l'article 6.2 de la constitution, et lui adresser des reproches, n'est pas juste.

En fait, le Cameroun confronté à une constitution qui, douze années après son adoption, a pu démontrer, à profusion, ses limites sur plus d'un aspect, et, de ce fait, elle mérite un toilettage profond, à défaut d'une refonte générale. C'est ce à quoi s'attèle, actuellement, le gouvernement. Dans cet esprit, il importe de redéfinir, par exemple, le mode de succession en cas de vacances du pouvoir, le statut de l'opposition, et de repenser la décentralisation.

## LA QUESTION DE LA VACANCE DU POUVOIR

Même si, pour l'heure, le problème de la vacance du pouvoir ne se pose pas, au Cameroun, ne dit-on pas, à juste raison, que " prévenir vaut mieux que guérir " ? Qui peut savoir de quoi demain sera fait ? Mieux encore, le problème pourrait ne pas se poser avec le Président Paul Biya, mais surgir, bien après lui. Pour cette raison fondamentale, ne serait-il pas judicieux de le résoudre, de manière définitive, à l'occasion de cette réforme constitutionnelle ?

A travers cette question de la vacance du pouvoir, c'est celle de la durée de cette vacance, justement, qui est posée. Les quarante jours, qui sont actuellement prévus, à l'évidence, sont insuffisants pour préparer, de manière convenable, une élection présidentielle. Il ne s'agit pas, uniquement, de résoudre les questions techniques relatives à l'organisation d'un tel scrutin. Sur ce point, le ministère en charge des élections jouit déjà d'une expérience confirmée. Bien mieux, la structure spécifique consacrée aux élections, à savoir ELECAM, est déjà en train de voir définitivement le jour. Mais, il s'agit, surtout, et aussi, de la préparation politique du scrutin. Une vacance de pouvoir étant appelée à survenir de manière inattendue, les potentiels postulants à la fonction présidentielle, cela va de soi, devraient disposer de suffisamment de temps pour leur préparation.

## UN STATUT POUR L'OPPOSITION

Depuis que la démocratie a été ins-

taurée au Cameroun par Paul Biya, en 1990, et compte tenu du fait que notre pays connaît une double culture coloniale, britannique, d'un côté, et française, de l'autre, la question du statut de l'opposition, qui est une tradition britannique, a surgi dans le débat politique dans notre pays. Pourquoi continuer à demeurer sourd à cette revendication qui, si elle était satisfaite, ne pourrait qu'améliorer la démocratie camerounaise ? En quoi cela serait-il négatif, serait-il préjudiciable à notre pays ? Pour sa part, le président de la République n'y trouve aucun inconvénient.

En conséquence, il y répond, favorablement. Il sera donc question, dans la refonte constitutionnelle, de doter, enfin et véritablement l'opposition camerounaise d'un statut. Celle-ci disposera d'un chef de l'opposition, ainsi qu'il est de coutume en Grande-Bretagne, doté, naturellement, de privilèges dus à celui-ci. Par exemple, il pourrait, d'office être désigné Sénateur, par le Président de la République, et être consulté, systématiquement, à chaque décision importante concernant la vie de la nation que devrait prendre le Chef de l'Etat.

## LA DECENTRALISATION

Bien que les textes d'application de la décentralisation soient déjà promulgués, il est encore possible de les parfaire. Par exemple, pourquoi ne pas envisager, aux côtés des préfets, au même titre qu'en disposent les sous-préfets - avec les conseils municipaux - les gouverneurs - avec les assemblées régionales - des assemblées départementales élues ? Cela ne serait-il pas une avancée significative de notre démocratie, d'autant que en France, par exemple, de telles assemblées existent, et portent le nom de " Conseils généraux " ?

On le voit bien, il existe de nombreuses modifications que l'on pourrait valablement apporter à la constitution, et qui vont bien au-delà de l'article 6.2 sur lequel toute l'attention publique nationale est, à ce jour, focalisée.



# LE RENOUVEAU DANS L'ETAU : LES VIELLES OUTRES SONT APPELEES A LA RESCOUSSE ?

*Contre toute attente, l'étiau est en train de se resserrer sur le régime du Renouveau. Pour essayer de sortir la tête, il fait appel aux vieilles outres.*

Une véritable " clé 14 ". C'est bien ce que les Camerounais sont entrain, depuis le discours du président de la République le 31 décembre 2007, à appliquer au régime du Renouveau, en guise de réponse à son désir de modifier, à son bénéfice la Constitution, plus précisément, l'article 6.2. En effet, les manifestations de défi au régime se suivent, sans interruption, malgré les interdictions des autorités préfectorales. Mboua Massock, l'intripide militant de la démocratie, au Cameroun, initiateur en 1991 des fameuses " villes mortes ", est plus en forme que jamais. Il vient d'adresser une lettre ouverte à " sa tribu, celle des démunis " qui s'oppose à celle des riches. La Société civile, de son côté inonde l'opinion publique de ses slogans hostiles au projet présidentiel. La presse soutient à fond le Non. Les organisations étudiantes ADDEC, SOS JEUNESSE LIBRE, CERCODEV, UN MONDE A VENIR, UNECA, MASTERS OF GAMES, UONE, SURCI, UBSU, se sont regroupées en Conseil Patriotique de la Jeunesse et disent Non à la modification de la Constitution avant 2011.

**Le gouvernement gagne à prendre très au sérieux ce mouvement.** Le corps diplomatique accrédité à Yaoundé n'est pas en reste. Toutes les autres chancelleries des grands pays occidentaux se sont, plus ou moins, ouvertement prononcées contre la modification de la Constitution que désire opérer le président de la République pour éterniser au pouvoir. Les capitales européennes, elles-mêmes, ne sont pas non plus en reste. Le gouvernement britannique envisagerait de faire appel au Secrétariat du Commonwealth pour amener le Cameroun à respecter ses engagements sur le droit à la libre expression et à la contradiction. Pour cela, il voudrait imposer au président de la République un débat libre sur son projet de réforme constitutionnelle.

Du côté du Commonwealth, simple rappel, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption sont des piliers de la coopération avec les gouvernements qui sont membres de cette organisation. En conséquence, le ministre d'Etat en charge des relations extérieures et du Commonwealth du gouvernement britannique a déclaré : " nous sommes en contact et en discussion avec nos partenaires internationaux et le Secrétariat Général du Common-wealth à propos de la lutte contre la pauvreté, la corruption et la bonne gouvernance au Cameroun et aussi la possibilité ou pas des amendements de la Constitution, bien que cela soit une affaire des Camerounais et non du gouvernement britannique... " Que dire de la position du gouvernement américain qui, par la voix de son ambassadeur au Cameroun, insiste sur le fait qu'il est préférable que dans un pays s'opère une relève au sommet de l'Etat toutes les décades au maximum ?

## LE COUP DE THÉÂTRE D'ISSA TCHIROMA

Le 20 février, coup de théâtre. Une figure de l'opposition, au cours d'une conférence de presse, se déclare en faveur de la modification ainsi que le préconise le gouvernement camerounais. Pis encore, il ne se contente pas simplement

de dire " oui ". Il se met même à vilipender l'opposition, il affirme que le nombre de démocrates, dans le monde, qui ont inscrit la limitation du nombre de mandats présidentiels dans leurs Constitutions sont infiniment moins nombreuses que celles qui ne l'ont pas fait. Et de conclure : " c'est le peuple qui est souverain ". Qui c'est ce leader ? Issa Tchiroma, militant de l'UNC puis du RDPC d'abord, ensuite de l'UNDP, de l'ANDP, aujourd'hui du Front du Salut. Un leader qui change de direction telle une girouette, c'est-à-dire en fonction du vent. A la question qui lui a été posée au cours de sa conférence de presse à l'Hôtel Hilton de savoir s'il n'avait pas été acheté, il avait répondu sans sourciller : " seuls les imbéciles ne changent pas d'opinion ". Traduction, il est loin d'être un imbécile. Le lendemain, ça été au tour de l'ex-ministre, comme lui, Antar GASSAGAY, de rejoindre le camp des personnes favorables à la modification constitutionnelle.

## LA PROSTITUTION POLITIQUE

En fait, ces deux leaders sont des modèles parfaits de prostitués politiques. Leur comportement est mû par un seul désir : tirer leur épingle du jeu, à tout moment. Tous les deux ont, tout au long de l'année 1991, brûlé les villes de Garoua et Douala, pour manifester leur hostilité au régime du Renouveau. Puis au lendemain du scrutin présidentiel de 1992, Antar Gassagay, candidat à la présidence, s'est retrouvé Secrétaire d'Etat dans ce régime qu'il abominait tout juste hier. Puis quelques temps plus tard, Issa Tchiroma l'a rejoint au gouvernement. Pour ce qui le concerne, il est devenu ministre plein des Transports. La fonction ministérielle n'étant pas éternelle, une fois limogé, tous deux ont participé en 2002 à l'opération qui a consisté à confectonner le fameux " mémorandum du grand Nord ". Dans ce document, tout ce que le régime du Renouveau n'avait pas réalisé comme investissement dans la partie septentrionale du pays, avait été répertorié. En 2004 curieusement, ils soutiennent le candidat Paul Biya à l'élection présidentielle. Aujourd'hui, voilà que les deux compères rejoignent une fois du plus, corps et armes, le régime. Quelle en est la contrepartie ?

## UN TRIOMPHE POUR LE RÉGIME ?

Naturellement, ce retournement de veste spectaculaire, ne peut que conforter la position du gouvernement, donc l'achat des consciences est le seul disque, mais un disque rayé. Même si nul n'est dupe sur les tenants et les aboutissements des agissements de ces deux leaders politiques. Ce revirement vient véritablement resserrer l'étiau dans lequel le peuple camerounais tient depuis le mois de janvier 2008. Le peuple excédé dénonce l'utilisation de ses impôts pour corrompre des personnes sans envergure. Les militants du RDPC de cette partie du Cameroun sont en grogne. Les recettes d'il y a 20 ans ne marchent plus. Les Camerounais sont sur sms et Internet. Le RDPC doit se moderniser.

# CASSER LE THERMOMETRE PLUTOT QUE DE SOIGNER LA MALADIE :

## LA FERMETURE D'EQUINOXE ET DE MAGIC FM

*La nouvelle de la fermeture de la radio et de la télévision "Equinoxe", et de la radio Magic FM, à l'évidence, participe de la panique qui s'est emparée des cercles du pouvoir, devant la détermination de la population à s'opposer à la révision constitutionnelle. Sous l'égide de Reporters Sans Frontières, une journée de protestations de tous les médias est entraînée d'être organisée, pour dire Non au baillonnement de la presse.*

**A** quoi bon fracasser un thermomètre qui vous indique, clairement, que vous avez de la fièvre ? Telle est la question que l'on ne peut manquer de se poser, à l'annonce de la décision du ministre de la communication portant suspension d'Equinoxe ". Le motif avancé comme cause de la fermeture de cette chaîne de télévision a beau être fondé, à savoir que celle-ci ne se serait pas conformée à la réglementation en vigueur, il n'en demeure pas moins vrai que cette décision garde un caractère surprenant compte tenu du contexte politique actuel. Du coup, on est en droit de se demander si la tolérance dont avait été l'objet cette chaîne de télévision, jusque là, n'était-elle pas simplement une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête, et dont elle n'a pas tenu compte ? Ne d'autres termes, elle aurait affiché une ligne éditoriale à l'opposée de celle qu'elle avait adoptée et qui en faisait une télévision de contestation du régime, qu'aurait-elle été frappée d'interdiction de diffusion ? Il y a tout lieu d'en douter.

### DEMOCRATIE SUR MESURE

Du coup, on découvre une vérité essentielle : la démocratie, au Cameroun, demeure belle et bien un outil au service du pouvoir. Tant que l'usage de celle-ci ne compromet pas ses intérêts fondamentaux, à l'évidence, la démocratie est " apaisée ", selon la formule qui avait fait irruption dans le discours politique en 1997 lorsque le candidat du Rdpdc s'était retrouvé tout seul en course pour la présidence de la République, et que l'Undp était passée, à l'issue des élections législatives, de 68 députés à 1 seul. Mais, dès lors que la démocratie est utilisée dans la plénitude du terme, aussitôt, le pouvoir réagit, et à recours à de nouveaux vocables du genre

"libertinage", pour conclure, finalement, que " la liberté ne saurait être assimilée au libertinage " .

### BON POUR JEAN MAUVAIS POUR PAUL

Cette suspension d'"Equinoxe " en rappelle une autre : l'interdiction des marches de l'opposition. Le Rdpdc a beau arperner les rues des villes du Cameroun dans tous les sens, et ses militants inonder les ondes de la télévision d'Etat de motions de soutien au projet présidentiel portant sur le modification de la constitution, rien à redire. En revanche, rien de tel pour les formations politiques de l'opposition. Le black-out total est entretenu sur leur contestation du projet présidentiel, et leurs marches sont purement et simplement interdites. Et pourtant, quoi de plus démocratique de laisser les uns les autres marcher à tour de rôle, chacun empruntant l'itinéraire de son choix, tout en étant encadré par les forces de police.

### QUAND L'EXCES DE ZELE POSE PROBLEME

En fait, au Cameroun, on revient toujours au même problème. Le président de la République étant emmuré dans son mutisme légendaire lorsque les choses tournent mal, les membres de son équipe gouvernementale se retrouvent fort désemparés pour faire face à une crise qui survient. Ils le sont davantage par le fait qu'ils se savent jugés sur leurs résultats. " On casse en ville ? Je ne fais rien, je serai frappé. Alors, je fais quelque chose ". Alors, parfois, ils en font trop. Et les conséquences en sont parfois dramatiques...

Aujourd'hui, le monde entier a les yeux rivés sur "l'apocalypse" qui se déroule au Cameroun, à cause de toutes ces méprises. Le Cameroun en avait-il besoin ? Cameroun... qui décide ?

# SARKOZY SE DEDIT ? LE SOUTIEN DE LA FRANCE A IDRIS DEBY

**L**e sauvetage, in extrémiste du régime d'Idriss Deby par la France laisse perplexe sur la volonté de rupture proclamée par le nouveau Président de la République Français, dans les relations France - Afrique.

Nicolas Sarkozy se serait-il aventuré trop loin dans ses propos sur les relations France - Afrique ? telle est la grosse question que l'on ne peut manquer de se poser, au vu du soutien apporté, par l'armée française, au gouvernement d'Idriss Deby confronté à une attaque de rebelles en provence, selon toute vraisemblance, du Soudan. En effet, l'armée française a fourni du carburant à l'armée régulière tchadienne, alors que celle des rebelles et elle en manquaient déjà et lui a, grâce au survol de ses hélicoptères, indiqué les positions des insurgés, sans toutefois participer directement aux combats. Bien plus surprenant, dans le même temps, le gouvernement français, par la voie de son ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner offrait au chef d'état tchadien son évacuation vers le Cameroun, autrement dit son abandon du pouvoir.

## SARKOZY COMME MITTERRAND

Cette volte - face du gouvernement français en matière de politique africaine, n'est pas sans rappeler une autre survenue deux décennies auparavant, celle de François Mitterrand. Elu le 10 mai 1981 Président de la République Française, il avait clairement fait état de son désir d'opérer une véritable rupture avec la politique africaine de la France, menée jusque-là et caractérisée par ce que l'on qualifie, communément, " d'Afrique de papa ". Il avait pour cela désigné comme ministre de la coopération, un militant tiers - mondiste bien connu Jean Pierre Cot et en même temps professeur d'université. A peine ce personnage avait fait ses premières déclarations sur l'Afrique et effectué une première tournée des capitales africaines que François Mitterrand l'avait aussitôt limogé. De nombreux dirigeants africains avaient émis des

protestations véhémentes vis-à-vis de son comportement. Il n'avait pas passé six mois au gouvernement. Après quoi François Mitterrand, sans toutefois procéder à une reconduction pure et simple de la politique de ses prédécesseurs de droite avait du moins considérablement modéré son propos sur la rupture et l'avènement d'une ère nouvelle dans les relations France - Afrique.

## LES CŒURS DES GERONTOCRATES AU POUVOIR CESSE DE BATTRE

Il avait fallu attendre presque 10ans pour que François Mitterrand tire enfin les oreilles aux chefs d'Etat Africains, afin que ceux-ci engagent leurs pays dans les réformes démocratiques. Aujourd'hui, Nicolas Sarkozy vient de renouer avec le soutien à ses régimes corrompus en Afrique. Dans le cas du Cameroun, au vu de la position plus qu'ambiguë de la France, en compagnie avec celle des autres chefs de mission de pays occidentaux en poste à Yaoundé, sur la modification de la Constitution que désire effectuer le président de la République, on ne peut légitimement que se poser la question de savoir si, au bout du compte, Paul Biya, ne bénéficiera-t-il pas du soutien de Nicolas Sarkozy ? Affaire à suivre...

		<b>LE JOURNAL DE LA LIGUE POUR L'EDUCATION DE LA FEMME ET DE L'ENFANT (LEFEF)</b>	
Récupéré de déclaration N°00309 du 05 Août 1993 B.P. : 14702 Yaoundé - Cameroun Tél.: (237) 99.84.33.35 E-mail : pauline_biyong@yahoo.fr		Rédaction : Alexandre KUMBA David ATEMIKEMG, Amie NGO NLOOK Jean Paul KON - Adolphe Claude MBALLA Relecture: Martial BIKANDA Mise en page : Babel@t Joachim ETEME (etejapach@yahoo.fr)	
Directeur de Publication : Pauline BIYONG		Impression : P@ges 77 73 65 76 / 77 56 40 42	



# LA JEUNESSE CAMEROUNAISE A L'HEURE DES GRANDES AMBITIONS

*A plusieurs reprises, dans ces discours, le Président de la République a insisté sur la place qu'occupait la jeunesse parmi ces préoccupations.*

Jadis, au Cameroun, on qualifiait la jeunesse de fer de lance de la nation. C'est dire tout le bien que l'on pensait d'elle et les ambitions qu'on lui nourrissait. Ceci n'a pas changé. Le Président de la République continue de considérer la jeunesse comme un élément essentiel de la nation et ne manque pas une occasion pour le rappeler. Il se fait un point d'honneur de lui adresser un discours tous les 10 février au soir, à l'occasion de la fête qui lui est destinée et qui se déroule le lendemain. Il ne manque pas non plus une occasion pour féliciter les jeunes camerounais qui font honneur à la nation. Il a tenu à recevoir personnellement, Françoise Mbango, la championne olympique nationale. Bien avant celle-ci, il n'a jamais hésité à recevoir et à décorer tous les autres jeunes camerounais qui ont ramené des trophées au pays à l'exemple des lions indomptables.

Mais au-delà de ces manifestations de satisfaction et d'encouragement, la jeunesse camerounaise a besoin de cadres appropriés pour, d'une part glaner encore plus de médailles à travers le monde et d'autres part, mieux se souder. Cela ne manquera pas de constituer le volet jeunesse des "grandes ambitions".

## LE CENTRE DE SPORT DE HAUT NIVEAU : UNE ÉCOLE DE CHAMPIONS

Dans la seconde moitié du 20ème siècle, au lendemain du second conflit mondial, la compétition entre les nations a pris une tournure toute nouvelle, pacifique cette fois-ci. Il n'était plus nécessaire de vaincre une autre nation par les armes, le feu et le sang, pour clamer sa supériorité vis-à-vis d'elle. Il suffisait de la vaincre sur une aire de jeu, et c'était tout. Des rencontres sportives telles que les jeux olympiques, par exemple, sont ainsi devenus de hauts lieux de rivalités, de guerre pacifique

entre les nations. D'année en année, les nations du monde en prenaient de plus en plus conscience. Au point où Charles de Gaulle, Président de la République française avait en 1960, avait décidé de créer une école, un centre de formation destiné à produire des champions pour la France. Cette école, il l'a baptisé du nom de "Institut National des Sports", INS. Elle est située à Paris au Bois de Vincennes. Jusqu'à ce jour, cette école existe toujours et continue à servir de cadre de préparation des athlètes français pour les compétitions internationales. A l'heure des grandes ambitions, un tel cadre fait cruellement défaut à nos athlètes. L'idée de Charles de Gaulle gagnerait d'être reprise pour le Cameroun. Comment concevoir, en effet, que nos champions effectuent leur préparation parfois dans la nature ? Où en est le projet de création d'un " Centre sportif de haut niveau " ? Le projet a-t-il été abandonné ou alors somnole-t-il dans un tiroir faute d'argent ? Quoiqu'il en soit, il serait le bienvenu pour diverses raisons. D'abord, il résoudrait de manière définitive, la question toujours lancinante du regroupement des athlètes camerounais à la veille de chaque compétition internationale. Ensuite, entre les compétitions ou en période de temps mort, les athlètes pourraient continuer de s'y former dans des conditions idoines. Enfin, structure financée par l'Etat, le Centre sportif de haut niveau pourrait jouer le rôle d'une université sportive et proposer des coûts de formations moindres que ceux qui sont pratiqués par des structures privées genre école de football dont les frais de scolarité s'élèvent parfois à plus d'un million de francs CFA par an.

Voici que les grandes ambitions vont offrir à la jeunesse camerounaise un magnifique Palais des Sports avec le concours de la coopération chinoise. Où vont donc se former ces jeunes qui viendront compétir dans ce cadre futuriste ? Les

deux structures ne gagneraient-elles pas à aller de pair ? (L'INJS actuel ne forme que des professeurs d'éducation physique et des conseillers de jeunesse et d'animation).

## LA RENAISSANCE DES MOUVEMENTS DE JEUNESSE

S'il est une chose que le régime du parti unique qu'a subi le Cameroun pendant presque trente années a anéanti, c'est bien les mouvements de jeunesse. Tout avait été ramené aux jeunesses du parti, à travers l'OJUNC, entendez "Organisation des jeunes de l'Union nationale camerounaise". Et pourtant, que de mouvements de jeunes, il existait au Cameroun. Des boys scouts en passant par "les jeunesses pionnières" sans oublier les "colonies de vacances", les jeunes camerounais bénéficiaient d'un encadrement idoine pour bannir en leur sein le tribalisme et autres fléaux qui constituent actuellement de véritables plaies pour ceux-ci. Ces mouvements leur enseignaient non seulement l'amour du prochain, mais en plus une rectitude morale qui a complètement déserté leur esprit actuellement.

Faut-il le rappeler, les jeunes de l'époque où le scoutisme et les jeunesses pionnières les encadraient n'ont pas donné naissance aux "feymen". Mais depuis que ces mouvements ont disparu au nom de l'unité nationale à consolidé chaque jour, autrement dit l'embrigadement des jeunes dans le parti unique, les dégâts que causent ceux-ci dans la société ne se comptent plus. Bien plus grave, ils ne se contentent plus simplement de frapper uniquement à l'intérieur de frontières nationales, ils écument désormais la planète entière, l'Europe, l'Asie, l'Amérique et pourrissent considérablement ainsi le nom du Cameroun à travers le monde. Ils démolissent systématiquement et en permanence la bonne image que tentent de donner de notre pays les sportifs. Dans certains pays d'Asie, ils arrivent en tête parmi les prisonniers d'origine africaine, parfois bien loin devant les Nigériens, les Ghanéens et les Zaïrois. Pour une réussite, le parti unique aura parfaitement réussi sur ce plan. Nous sommes à présent donc à l'heure de la démocratie et encore mieux des grandes ambitions. Ces dernières, il va sans dire ne sauraient en aucune manière, sous peine de se renier tota-

lement et d'apparaître ainsi tout juste comme un slogan démagogique de plus, s'accommoder d'une jeunesse portée essentiellement sur la "frappe". Tout boy scout avait pour obligation de réaliser une "bonne action quotidienne". Il se devait ainsi d'aider chaque jour de la semaine, au moins une personne âgée à traverser la chaussée, puiser un seau d'eau à une ménagère, accompagner un bambin à la crèche, etc, sans exiger le moindre centime de rémunération. Un tel esprit n'était-il pas merveilleux ? Ceux qui ont eu la lumineuse idée d'abolir le scoutisme s'étaient-ils simplement rendu compte de ce qu'ils faisaient ? Avaient-ils pris soin de réfléchir aux conséquences à long terme d'une jeunesse formée à l'adulation du président de la République du reste baptisé par ses propagandistes "homme génial et providentiel du peuple camerounais" ? La devise des boys scouts était "scouts, toujours prêts !". Prêts à quoi ? A servir... gratuitement, pour le bien de la communauté. Pourquoi avoir fait disparaître un tel esprit ? Pourquoi ne pas entreprendre de le faire renaître ?

## UN CHOMAGE DES JEUNES ELEVE

Le second grand problème auquel est confronté le régime du Renouveau, est certainement celui du chômage des jeunes. Il n'y a plus de travail au Cameroun, a-t-on envie de dire. Du temps d'Ahmadou Ahidjo, les choses étaient toutes simples. On pouvait créer des entreprises parapubliques, à tours de bras, et recruter en masse, des jeunes sans emplois. Ces entreprises, on les subventionnait, et elles fonctionnaient ainsi en boitant.

Mais aujourd'hui, cela n'est plus possible. Il n'est non plus possible, également aujourd'hui, de céder à de nouveaux recrutements spéciaux de jeunes diplômés à la fonction publique, comme cela avait été le cas en 1984 par exemple. Actuellement, la communauté financière internationale veille au grain, et empêche toute action de ce genre. Une entreprise doit faire du profit, ou alors elle ferme. Point. Conséquence aujourd'hui, les jeunes camerounais, nés avec le Renouveau, ne rêvent plus que d'une chose, s'expatrier, et aller chercher fortune en occident. Et pourtant il faut les retenir et leur trouver des emplois.

# 11 FEVRIER 2008 : "ORDINAIRE" DE LA JEUNESSE... SANS MODEL MORAL POUR CELLE-CI.

**T**out avait commencé en 1966. C'est cette année qu'Ahmadou Ahidjo, premier président du Cameroun, avait décidé de consacrer une journée entière à une fête dédiée à la jeunesse. Il désirait donner satisfaction à la communauté anglophone du pays, qui commémorait, tous les 11 février, une fête de ce type. C'est du moins, la version officielle de l'origine de cette fête. Mais, il existe une autre version. Celle-là porte une autre commémoration. En effet, c'est bel et bien le 11 février...1958, qu'Ahmadou Ahidjo, alors vice-premier ministre dans le gouvernement d'André Marie Mbida, chargé de l'intérieur, avait, à la tête de la totalité des ministres du Nord, démissionné de ses fonctions, en renversant, de ce fait, son patron. Les détracteurs d'Ahmadou Ahidjo racontent, en conséquence, ce que, c'est plutôt ce mauvais coup contre Mbida, qui a fait de lui le Premier ministre du Cameroun, qu'Ahmadou Ahidjo a érigé en fête nationale. Où se trouve la vérité ? Comment savoir ? En tout cas, quelque part entre ces deux versions. Toutes les deux ne sauraient être fausses.

## JEUNESSE FER DE LANCE DE LA NATION

De 1966 à son départ du pouvoir, Ahmadou Ahidjo n'a cessé de répéter que la jeunesse était "le fer de lance de la nation". C'est lui qui a institué la tradition d'un discours consacré aux jeunes, tous les 10 février au soir. Sorte d'exhortation à l'adresse de Camerounais de demain. D'année en année, de nombreux thèmes ont été abordés. "Unité nationale", "Paix", "Patriotisme", "Ardeur au travail", "Abnégation", etc. puis, Ahmadou Ahidjo s'en est allé. Paul Biya lui a succédé. Lui aussi n'a pas abandonné le discours traditionnel du 10 février au soir. Il s'y résout même si, à l'évidence, il donne parfois la profonde impression de profondément s'ennuyer au cours de cet exercice. On se souvient même qu'il avait prononcé ce discours, une année...depuis sa chambre d'hôtel en Suisse !! Naturellement, ses propagandistes ont justifié cela en arguant que le lieu de l'enregistrement du discours importait peu, seul le contenu avait de l'importance ? N'empêche. N'est-ce pas un signe de dévotion à l'endroit de cette jeunesse à la veille de sa fête ? Quoi qu'il en soit, les discours du second président Camerounais, eux aussi ont épousé les contours de son discours. "Jeunesse de la rigueur et de la moralisation", "jeunesse du renouveau",

et patati, et patata. Ses propagandistes ne sont toutefois pas parvenus à trouver un adjectif à la jeunesse, en l'accolant au renouveau. Nous avons en effet eu : "renouveau communicationnel". A n'en pas douter, ils ont essayé comme ils l'ont pu, mais rien de bien intelligent n'est sorti de leur boîte crânienne. Les Camerounais n'ont pas eu droit, de ce fait, à une extravagance du genre : "renouveau jeunessionnel". Encore qu'ils auraient pu songer à "renouveau juvénile". Cela n'aurait pas été plus sot que les autres slogans.

## JEUNESSE EN QUETE DE MODELE

Des discours sous forme d'incantation, tous les 10 février au soir, c'est bien. Mais, ce qui l'aurait été encore plus, ça aurait été, à n'en pas douter, de se pencher, véritablement, sur les modèles présentés à la jeunesse par les deux chefs d'Etat qu'à connus le Cameroun à ce jour. Ne nous attardons pas sur Ahmadou Ahidjo, son ère étant déjà révolue. Il en est tout autrement de Paul Biya. Quel modèle son régime, en 26 ans de pouvoir, a-t-il offert à la jeunesse camerounaise ? Grosse question que celle-là. Réponse naturellement, bien embarrassante. Le régime du Renouveau lui a-t-il inculqué le sens de l'effort ? Que non, au vu de l'expansion du bien connu au Cameroun des "feymen" et des prévaricateurs. Lui a-t-il communiqué l'amour de la patrie ? que non, dès lors que les barons du régime sont les plus grands égoïstes qui sont prêts à détruire le Cameroun, pour garantir leur bien être à eux. Lui a-t-il insufflé l'honnêteté comme modèle ? Là alors, tout le monde pouffe de rire, car s'il y a bien une chose que le renouveau n'aura pas apporté aux Camerounais, c'est bien l'honnêteté. Ses plus grands noms sont, en même temps, les plus grands détournés de fonds publics que le Cameroun ait connu. Donc, honnêteté, comme modèle sous le Renouveau pour la jeunesse camerounaise, zéro. Mais, dans le même temps, comment passer sous silence un phénomène qui a pris une ampleur extraordinaire sous le Renouveau, celui de l'homosexualité ? Ce qui était une abomination, au Cameroun, il y a quelques décennies, est devenue normale, point. Les hommes avec les hommes, et, le Président de la République se contente de déclarer que cela fait partie de la vie privée des gens. Sans commentaire...



# LES THEMES DES DIFFERENTES EDITIONS DE LA FETE NATIONALE DE LA JEUNESSE DE 1967 A 2008

- 1967 : Jeunesse et prise de conscience
- 1968 : Jeunesse et responsabilité
- 1969 : Jeunesse, levain et responsable de l'Unité nationale
- 1970 : Responsabilité et participation face aux exigences de la construction nationale
- 1971 : Jeunesse et développement
- 1972 : Jeunesse, instrument permanent de dialogue et élément multiplicateur
- 1973 : Investissement humain
- 1974 : Jeunesse et dignité du travail manuel
- 1975 : Unité au sein de la jeunesse de l'Union Nationale Camerounaise
- 1976 : Jeunesse et révolution verte
- 1977 : Culture et Unité nationale
- 1978 : Participation de la jeunesse à la révolution verte
- 1979 : Engagement des jeunes dans la vie politique nationale
- 1980 : Engagement des jeunes dans la vie politique nationale
- 1981 : Civisme et discipline
- 1982 : Jeunesse et maîtrise du développement
- 1983 : La rigueur et la moralisation de la société camerounaise
- 1984 : Jeunesse et rigueur dans le travail
- 1985 : Participation, développement, paix
- 1986 : Jeunesse, paix et développement
- 1987 : Quelle jeunesse pour le développement

- 1988 : La jeunesse face à ses responsabilités
- 1989 : Jeunesse et solidarité nationale
- 1990 : Sport, foi et espoir
- 1991 : Liberté, démocratie et discipline
- 1992 : Patriotisme, responsabilité et engagement
- 1993 : Jeunesse, paix, unité et avenir du Cameroun
- 1994 : Sport, jeunesse et intégration nationale
- 1995 : Jeunesse et maîtrise du processus démocratique
- 1996 : Jeunesse, unité nationale et unité africaine
- 1997 : Jeunesse et solidarité
- 1998 : Jeunesse, créativité et relance économique
- 1999 : Jeunesse, l'économie et la lutte contre la pauvreté
- 2000 : Jeunesse et moralisation
- 2001 : Jeunesse et lutte contre le Sida
- 2002 : Jeunesse et entrepreneuriat
- 2003 : Jeunesse et culture de la paix
- 2004 : Jeunesse, paix, participation et prospérité nationale
- 2005 : Jeunesse et maîtrise de nouveaux défis
- 2006 : Jeunesse, rectitude morale et développement national
- 2007 : Jeunesse, citoyenneté et lutte contre les grands fléaux sociaux
- 2008 : Jeunesse, patriotisme et participation au développement

## PROPOSITIONS ET PROJETS A REALISER SANS DELAI POUR SORTIR DE CRISE

- Dépôt imminent du Code de la famille et des personnes à l'Assemblée nationale incluant les droits et les devoirs de la famille ;
- Obligation pour chaque enfant d'avoir à la naissance un livret de famille ;
- Obligation de présenter un carnet de santé avec toutes les vaccinations à l'inscription dès la maternelle ;
- Scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans ;
- Ouverture du centre de perfectionnement pour les métiers manuels ;
- Adoption d'une politique nationale de l'emploi ;
- Création d'une agence nationale pour l'emploi ;
- Création d'un fonds de garantie pour l'entrepreneuriat jeune ;
- Recrutement d'office des majors de toutes les écoles ;
- Créations d'instituts universitaires de technologie ;
- Mise à la retraite des personnes ayant atteints l'âge ;
- Nomination des jeunes à des postes de responsabilité ;
- Formation d'une pépinière dans l'administration des-

- tinée au commandement ;
- Réforme de l'ENAM ;
- Conversion des avocats en magistrats ;
- Informatisation de tous les services administratifs ;
- Implication des jeunes dans les grands projets agricoles, miniers, énergétiques et touristiques en exigeant le transfert des technologies ;
- Création d'un partenariat jeunes et secteur privé ;
- Création d'un partenariat gouvernement et jeunes ;
- Réduction drastique du train de vie de l'Etat ;
- Amélioration de la qualité de la dépense ;
- Réforme de nos institutions pour les moderniser ;
- Adoption d'un plan de développement du Cameroun ;
- Le poursuite de l'opération épervier ;
- 6. 2 ;
- Adoption d'une loi anti-corruption et d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption ;
- La réinstauration des valeurs de travail, de mérite, de compétence, de probité, de justice sociale, d'amour de la patrie et du sens de l'intérêt général ;
- Etc.

# MESSAGES A LA JEUNESSE : PROMESSES ET ETAT DES LIEUX DEPUIS 1997

*A chaque fête de la jeunesse le chef de l'état fait des promesses aux jeunes. Mais les réalisations restent, pour beaucoup d'entre elles, encore attendues. Que font ses collaborateurs ? L'heure du bilan a sonnée. Chacun doit rendre gorge.*

## 1997

Promesses	Ministère en charge	Niveau d'exécution
Réhabilitation des programmes d'alphabétisation	MINEDUC, MINJES, MINCOF	Programmes quasi inexistant. Les populations les réclament à la base
Accroissement de la construction du nombre d'écoles, lycées et collèges	MINEDUC, MINPAT	Des crédits sont de plus en plus dégagés, mais on assiste à une mauvaise exécution des projets. Vivement la décentralisation effective des crédits et l'amélioration des bâtiments
Amélioration de la qualité de l'enseignement	MINEDUC, MINESUP	Recrutement progressif de nouveaux enseignants. Statut des enseignants effectif, les décrets d'application attendus
Vulgarisation de l'informatique	PR, MINEDUC, MINESUP, MINREST, MINCOM, MINPOSTEL	Aucun programme cohérent n'est encore élaboré. Formation à élaborer, programme à réajuster en fonction du marché de l'emploi. Création de l'Agence Nationale des TIC.
Multiplication des travaux d'utilité publique	MINVIL, MINPAT, MINTP, MINUH	
Bourse de l'innovation dotée de 100 millions de FCFA	Chef de l'Etat, MINEFI, MINJES	

## 1998

Promesses	Ministère en charge	Niveau d'exécution
Renforcement de l'encadrement des étudiants en nombre et en qualité	MINESUP	Recrutement des enseignants en cours dans toutes les universités
Mise à la disposition des étudiants de nouvelles infrastructures et de nouveaux équipements au nombre desquels le raccordement au réseau Internet.	MINESUP	Un projet de construction des cités universitaires est en cours. L'extension des cités universitaires en chantier. Le raccordement au Réseau toujours attendu.
Lancement d'une politique nationale de la jeunesse pour une meilleure coordination des efforts d'insertion socio-économiques des jeunes	MINJES, MINAS, MINVIL	Elaboration encore attendue
Les problèmes d'emploi des jeunes recevront une attention particulière de la part d'un ministère à part entière, chargé de l'emploi	PR : nouveau ministère ? MINETPS ?	En attente
Nouvel élan en faveur des jeunes donné. L'Assemblée Nationale s'est considérablement rajeunie. Le gouvernement également. Députés et jeunes ministres ne se sentiraient-ils pas solidaires de vous, eux qui, il n'y a pas si longtemps, étaient des vôtres ?	Tous les députés et ministres de moins de 40 ans doivent se sentir personnellement interpellés	Jeunes députés et ministres, faites vos bilans !

**1999**

<b>Promesses</b>	<b>Ministère en charge</b>	<b>Niveau d'exécution</b>
Le prochain siècle sera le votre	PR	Les jeunes attendent toujours
Poursuite de la politique d'accès à l'éducation pour le plus grand nombre, en l'étendant et en la modernisant dans toute la mesure de nos moyens	MINEDUC, MINJES, MINAS	La création de nouvelles structures de prise en charge des jeunes se poursuit...mais restent insuffisantes
L'Etat continuera de recruter chaque année, parmi les meilleurs, ceux qui auront la tâche de le seconder dans sa mission de défense de l'intérêt général (magistrats, greffiers, enseignants)	Tous les ministères	Politique timide de recrutement est mise en œuvre sous le contrôle de la Banque Mondiale. Recrutement à la police, au MINREST.
L'Etat continuera à assurer son rôle régulateur et modérateur malgré le fait que le siècle prochain sera celui de la mondialisation (libéralisation accrue des échanges donc de la compétitivité et de l'accélération du progrès technologique)	PR	Une incitation à la compétitivité est perceptible dans le discours officiel. On attend la mise en place des structures créées par la Charte des investissements et autres. Plusieurs agences de régulations ont été mises en place

**2000**

<b>Promesses</b>	<b>Ministère en charge</b>	<b>Niveau d'exécution</b>
Organisation des " Salons de création d'entreprise " placés sous le patronage de la Présidence de la République	PR	Salons de création d'entreprises organisés dans toutes les provinces : résultats attendus
Suppression des frais d'écolage dans l'enseignement primaire public	MINEDUC	Décision appliquée depuis la rentrée 2000-2001
Lancement par l'Etat du projet de création du Fonds national d'insertion des jeunes au cours du dernier exercice	MINJES	Pas opérationnel
- Tenue prochaine du Conseil de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique)	MINESUP, MINREST	On attend

**2001**

<b>Promesses</b>	<b>Ministère en charge</b>	<b>Niveau d'exécution</b>
Création des " Salons de création d'entreprise " placés sous le patronage de la Présidence de la République promis en 2000	PR, MINDIC, Chambre de Commerce	Promesse tenue fin 2001- début 2002
Un effort particulier pour développer les infra-structures de télécommunications pour faciliter l'accès aux nouvelles technologies.	MINPOSTEL	Les projets sont en cours dans différents ministères. Il importe d'en accélérer la mise en œuvre.
Une défiscalisation inscrite au prochain budget qui permettra de réduire les coûts des NTIC.	MINEFI	Inscrite dans la loi de finance 2001-2002. Textes d'application attendus.
Introduction et généralisation de l'apprentissage de l'informatique dans le système scolaire dès la rentrée 2001-2002. A terme, dotation d'au moins un lycée par province d'une salle informatique donnant accès à l'Internet	MINEDUC, MINESUP	Une décision du Ministre de l'éducation nationale du 22 février introduit l'enseignement de l'informatique dans les ENIET-ENIEG. Ouverture des centres multimédia dans deux lycées de Yaoundé
Réhabilitation des installations sportives existantes, créations de nouvelles, extension de l'éducation physique et sportive, formation des entraîneurs de haut niveau	MINJES, MINPAT	Projet suffisamment avancé. Les terrains sont déjà acquis. La formation en cours. Projet de construction d'un Palais de sports à Olembé (don chinois)



**2002**

<b>Promesses</b>	<b>Ministère en charge</b>	<b>Niveau d'exécution</b>
Accélération de la réalisation de nouvelles infrastructures académiques et sociales au sein des Universités d'Etat	MINESUP	Travail en cours
Pouvoir les universités d'équipement informatique dans le cadre de la promotion des NTIC.	MINESUP	L'Université de Yaoundé I en a déjà bénéficié
Tenue prochaine d'une session du Conseil de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et technique avec pour objet la définition des orientations nouvelles de l'enseignement supérieur pour les années à venir.	MINESUP	Ce conseil est toujours attendu.
Effort dans le redressement de la situation des enfants de la rue.	MINAS, MINVIL, MINJES	Actions attendues
Les actions seront poursuivies pour faciliter la scolarisation des filles et leur formation à des métiers rémunérateurs	MINEDUC, MINCOF	Actions timides en cours
En matière de sport, nous allons continuer à soutenir les activités, notamment en réhabilitant les installations existantes et en créant de nouvelles, comme le futur Palais des sports de Yaoundé, en collaboration d'un grand pays ami	MINJES	Actions en cours Financement de 4 milliards par la coopération chinoise

**2003**

<b>Promesses</b>	<b>Ministère en charge</b>	<b>Niveau d'exécution</b>
Extension des centres multimédia dans les établissements à Douala, Bamenda et Garoua	MINEDUB	"En cours"
Partenariat entre l'Etat et l'enseignement privé, reconnu d'utilité publique, fait l'objet d'un projet de loi, qui sera présenté à l'Assemblée nationale	MINEDUB	"En cours"
Projet de construction de nouvelles salles de classe sur financement budgétaire et de coopération bilatérale et internationale	MINEDUB, MINESEC	"En cours"
Offre des bourses à plus des bourses à plus de 3 000 élèves du secondaire et plus de 15 000 élèves bénéficieront de dons de matériels scolaires	MINEDUB, MINESEC	"En cours"
L'intégration d'instituteurs vacataires pour environ 30 000 enseignants au niveau primaire sera poursuivie	MINEDUB	"En cours"
Réhabilitation d'un certain nombre d'établissements d'enseignement technique, construction d'une soixantaine d'ateliers dans diverses spécialités et implantation des filières agricoles dans 4 CETIC	MINETP	"En cours"

**2005**

<b>Promesses</b>	<b>Ministère en charge</b>	<b>Niveau d'exécution</b>
Plus d'enseignants, plus de chercheurs, de juristes, de médecins, de techniciens, de chercheurs, etc. Construction des écoles, collèges, lycées et ouverture des universités	MINEDUB, MINESEC, MINETP, MINESUP  MINEDUB, MINESEC, MINETP, MINESUP	
Facilitation de l'école aux plus démunis et accord des bourses aux plus méritants par le gouvernement	MINEFI	
Amélioration des équipements des établissements et dotation progressive de ceux-ci de matériels permettant l'initiation aux nouvelles techniques de l'information et de la communication.	MINESUP, MINESEC	

**2006**

<b>Promesses</b>	<b>Ministère en charge</b>	<b>Niveau d'exécution</b>
Assurer à différents niveaux de l'enseignement des conditions de fonctionnement aussi satisfaisantes que possible, compte tenu des moyens disponibles	MINEDUB, MINESEC, MINETP, MINESUP, MINEFI	"En cours"
Programme national d'alphabétisation permettant de faire acquérir les connaissances de base indispensables à la citoyenneté surtout dans les zones rurales. L'ouverture des centaines de nouveaux centres d'alphabétisation dans les prochains mois	MINEDUB, MINESEC, MINJEUN, MINEFI	"En cours"
Révision de la gouvernance universitaire après 40 ans	MINESUP	"En cours"
Adaptation de l'enseignement à la professionnalisation	MINESUP, MINEFOP	"En cours"
Relancement du service civique national de participation au développement qui permettra de renforcer l'éducation citoyenne des jeunes et d'accroître leurs chances d'insertion sociale	MINAS, MINJEUN	"En cours"
Vous souhailtez comme moi constituer une société où chacun aura la place qui lui revient, selon son travail et son mérite. Inventer une nouvelle forme de patriotisme pour le Cameroun. Le Comité de stratégie du Plan Jeunesse verra bientôt le jour		"En cours"

**2007**

<b>Promesses</b>	<b>Ministère en charge</b>	<b>Niveau d'exécution</b>
Création d'une Ecole normale supérieure à Maroua	MINESUP, MINEFI	"En cours"
Réhabilitation de l'Ecole normale de Yaoundé et de Bamili, ainsi que l'Ecole normale supérieure de l'Enseignement Technique de Douala	MINESUP, MINEFI	"En cours"
Restructuration de la filière technologique dans la réhabilitation de l'Ecole Nationale des Sciences Agroindustrielles de Ngaoundéré	MINESUP	"En cours"
Remise à niveau de la Faculté de médecine et des sciences biomédicales de Yaoundé I Amélioration du système Licence-Master-Doctorat	MINESUP	"En cours"
Généralisation des TIC dans tous les établissements d'enseignement supérieur Mesures prises pour l'amélioration du travail des enseignants	MINESUP	"En cours"
Amélioration des conditions de vie des étudiants par la création de nouvelles infrastructures, locaux d'enseignement ou cités universitaire en cours	MINESUP, MINVIL	"En cours"
Extension du système éducatif à tous les enfants et jeunes pour un véritable sens à l'égalité des chances	MINEDUB, MINESEC, MINESUP	"En cours"
- Construction des écoles - Le recrutement de nouveaux enseignants pour un encadrement pédagogique adéquat et de qualité	MINEDUB,	"En cours"
Ouverture de nouveaux établissements secondaires dotés de matériel didactique, de locaux technique et d'équipements de TIC	MINESEC	"En cours"
Un plan d'action national de l'emploi des jeunes se prépare	MINJEUN	PAJER mise en œuvre : novembre 2007 pour une durée de trois ans
Professionnalisation des enseignements Développer et favoriser le partenariat entre les établissements scolaires et universitaires et les entreprises	MINEFOP, MINESUP MINESUP, MINESEC, MINEFOP	"En cours" "En cours"

Promesses	Ministre en charge	Niveau d'exécution
<p>La réponse au problème posé est d'acquiescer par l'éducation la plus haute qualification possible.</p> <p>Ce parcours commence dès le primaire avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la gratuité de l'enseignement à ce niveau.</li> <li>-La constitution des nouvelles écoles.</li> </ul>	Ministère de l'éducation de base	"En cours"
<p><b>Au niveau secondaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Le recrutement de nouveaux enseignants au niveau secondaire.</li> <li>-L'accès à matériels didactiques modernes. De locaux techniques appropriés et d'équipements de technologie d'information et de communication.</li> </ul>	Ministère de l'enseignement secondaire	"En cours"
<p><b>Au niveau supérieur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-mettre au point un programme d'appui à la composition technologique et professionnelle</li> <li>-il est prévu la création d'une zone franche universitaire pour la formation de techniciens de haut niveau ainsi que 2 universités virtuelles dont une à vocation sous-régionale.</li> <li>-La constitution de l'école normale de Maroua</li> <li>-L'introduction des filières médicales et biomédicales à Dschang et Ngaoundéré.</li> <li>-L'édification des bureaux et des cités universitaires en différents endroits.</li> </ul>	<p>Ministère de l'enseignement supérieur</p> <p>Différents ministères : enseignement supérieur, santé, finances, formation professionnelle.</p>	"En cours"
<p><b>Santé et société</b></p> <p>la formation des médecins passera de 85 à 450 par an. Des pharmaciens de 0 à 125 ; chirurgiens - dentistes 0 à 125 techniciens de santé 140 à 200.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-L'augmentation du nombre d'ingénieurs de 500 à 1000/an</li> <li>-Pour résoudre le problème d'emploi des jeunes, il a été mis sur pied le programme d'appui à la jeunesse rurale et urbaine dont l'objectif est de promouvoir l'insertion socio-économiques des jeunes non scolarisés ou déscolarisés.</li> </ul>	<p>Ministère de la Santé Publique</p> <p>Ministère de l'Enseignement Supérieur</p>	"En cours"
<p>Le projet d'insertion des jeunes par la création des micro-entreprises de fabrication de matériel sportif</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Mise à la disposition des jeunes des crédits pour développer leurs micro-entreprises.</li> </ul>	<p>Ministère de l'Emploi</p> <p>Ministère de la Jeunesse</p>	"En cours"
<ul style="list-style-type: none"> <li>-Création d'un Conseil National des jeunes</li> </ul>	PR	"En cours"

# Abonnez-vous à

## Le Journal d'éveil citoyen, destiné en priorité aux abonnés.

Tél.: (237) 22.02.40.99 - 99.84.33.35

**Le journal La Cité demande la réouverture de la radio Magic FM et de la radio télévision Equinoxe. La liberté d'expression est le seul grand atout du Renouveau.**